

Questions orales

Comme je le signalais dans ma question précédente, les 2 000 nouveaux chômeurs nous coûtent 25 millions de dollars de plus en prestations d'assurance-chômage.

Comment le gouvernement envisage-t-il de résorber le déficit que ses politiques, qui favorisent le chômage, ont fait gonfler? Va-t-il augmenter les taxes, simplement accroître le déficit ou créer des emplois pour les Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée sait que notre déficit nous coûte quelque 43 milliards de dollars par année en intérêts. Il faut composer avec cette dure réalité. Nous consacrons au service de la dette environ 35 ou 36c. de chaque dollar versé par le contribuable canadien.

La députée semble nous proposer d'accroître le fardeau de la dette. Notre gouvernement refuse d'envisager cette possibilité. Nous voulons freiner le déficit et commencer à rembourser la dette afin d'épargner cette lourde responsabilité aux générations futures.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): J'ai une question supplémentaire à poser au ministre, monsieur le Président. C'est sont les jeunes d'aujourd'hui qui paient le déficit, cette génération d'enfants qui sont de plus en plus pauvres. Ils ont besoin d'aide dès maintenant.

Voici une liste des 400 000 emplois que le Canada a perdus depuis un an et demi. C'est ça le véritable déficit du Canada. C'est le résultat des politiques du gouvernement actuel.

Le ministre des Finances est-il prêt à présenter, en février, un budget axé sur le plein emploi afin de redonner espoir aux Canadiens, ce dont ils ont grandement besoin actuellement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, juste pour m'assurer que je comprends bien la logique de la députée, est-elle en train de dire que les 36c. sur chaque dollar d'impôt que nous percevons ne sont pas suffisants pour payer les intérêts sur la dette? Veut-elle porter cette somme à 40c. ou à 50c.? Est-ce là ce qu'elle veut?

Je vais vous dire ce qui arrivera. Le FMI viendra frapper à notre porte.

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Notre pays ne perdra pas seulement sa viabilité économique, mais aussi sa souveraineté. No-

tre gouvernement fait tout ce qu'il peut pour empêcher cette éventualité, et nous continuerons dans cette voie.

* * *

HIBERNIA

M. David Kilgour (Edmonton-Sud-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le dollar canadien et les taux d'intérêt qui sont élevés depuis longtemps, de même que les 33 nouvelles taxes fédérales imposées depuis 1984, y compris la TPS, ont provoqué, dans une large mesure, la récession qui accable les Canadiens d'un océan à l'autre. La récession a frappé particulièrement durement le secteur des ressources naturelles, y compris l'industrie pétrolière et gazière.

Le ministre peut-il nous garantir aujourd'hui que la mise en oeuvre du projet Hibernia se fera conformément au calendrier prévu?

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je rappelle au député que, lorsque le gouvernement a été porté au pouvoir, c'est le secteur pétrolier et gazier qui réclamait, plus que quiconque, l'abandon du programme énergétique national. Le secteur était unanime. Le gouvernement a modifié le programme énergétique national. Voilà ce qui s'est produit. Par ailleurs, comme je l'ai dit hier à la Chambre ainsi qu'à d'autres occasions, et comme en témoigne le rapport des trois autres membres du consortium, nous souhaitons tous poursuivre le projet Hibernia. Les membres du consortium doivent se charger de la restructuration, et j'espère les rencontrer prochainement.

• (1430)

Je veux que le projet continue, comme tout le monde, je pense. Je crois que c'est ce que souhaitent aussi les députés d'en face.

M. Fred J. Mifflin (Bonavista-Trinity-Conception): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre, c'est-à-dire le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

J'ai trouvé un peu de réconfort dans ses propos, et je ne suis certainement pas le seul, mais mon expérience d'hier soir m'a montré que, pour des raisons que le ministre comprendra sûrement, l'avenir du projet suscite de vives inquiétudes et beaucoup de scepticisme.